

N° 10-18

BULLETIN D'INFORMATION ET RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS



DE LA PREFECTURE DE LA MARNE

du 28 octobre 2022

AVIS ET PUBLICATION :

- PREFECTURE :
 - Direction de la coordination des politiques publiques et de l'appui territorial
- SERVICES DECONCENTRES :
 - DDT
 - DDETSPP
- DIVERS :
 - DDFIP

Ce recueil est consultable à la préfecture de la Marne, 1, rue de Jessaint 51000 Châlons-en-Champagne et dans les trois sous-préfectures (Reims, Epernay et Vitry-le-François), ainsi que sur le site internet de la préfecture www.marne.gouv.fr (rubrique - Publications).

SOMMAIRE

PREFECTURE DE LA MARNE

Direction de la coordination des politiques publiques et de l'appui territorial

p 4

- Arrêté n° 2022-108 du **28 octobre 2022** portant modification et transfert de propriété au profit de Voies navigables de France d'un bateau « INTERLUDE » abandonné

SERVICES DECONCENTRES

Direction départementale des territoires de la Marne (D.D.T.)

p 9

- Arrêté préfectoral n° 83-2022-SEC du **27 octobre 2022** appliquant les restrictions des usages de l'eau :

- au seuil d'alerte dans le bassin hydrogéologique « Craie de Champagne Nord » et dans les bassins hydrographiques : « affluent Crayeux Marne et Aisne Aval », « affluent Crayeux Aube et Seine » et « Petit Morin » ;
- au seuil d'alerte renforcée dans le bassin hydrographique : « Blaise » ;

- Arrêté préfectoral du **28 octobre 2022** portant autorisation de l'instauration de la procédure d'autorisation préalable du changement d'usage des locaux destinés à l'habitation à BOURGOGNE-FRESNE (51110)

Direction départementale de l'emploi, du travail, des solidarités et de la protection des populations (D.D.E.T.S.P.P.)

P 23

- Arrêté du **19 octobre 2022** portant renouvellement des membres de la commission départementale de lutte contre la prostitution, le proxénétisme et la traite des êtres humains aux fins d'exploitation sexuelle

- Arrêté du **28 octobre 2022** d'agrément au titre de l'intermédiation locative et de la gestion locative sociale prévu au 3ème alinéa de l'article R, 365-1 du code de la construction et de l'habitation

DIVERS

☒ Direction départementale des finances publiques de la Marne

p 29

- Arrêté du **27 octobre 2022** portant délégation de signature

Préfecture de la Marne

Préfecture de la Marne

**Direction de la Coordination des
Politiques Publiques et de
l'Appui Territorial**

**Arrêté n°2022-108 portant modification et transfert de propriété
au profit de Voies navigables de France
d'un bateau « INTERLUDE » abandonné**

Le préfet de la Marne,
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Officier de l'Ordre National du Mérite,

VU le code des transports notamment les articles L. 4111-1 à L.4111-8, L. 4311-1 à L. 4311-3 et D. 4314-1 ;

VU le code général de la propriété des personnes publiques notamment son article L. 1127-3 ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services et organismes de l'Etat dans les régions et départements ;

VU le décret du 16 mars 2022 du Président de la République nommant M. Henri PREVOST, préfet de la Marne,

VU l'arrêté préfectoral n°2022-030 du 4 avril 2022 portant délégation de signature à M. Emile SOUMBO, secrétaire général de la préfecture de la Marne,

VU le procès-verbal de présomption d'abandon du bateau « INTERLUDE » établi le 13 février 2019 par Monsieur Robert OTTO LOYAS, agent dûment commissionné et assermenté ;

VU l'affichage sur le bateau du procès-verbal de présomption d'abandon du bateau « INTERLUDE » en date du 13 février 2019 et la notification dudit procès-verbal à Monsieur Lionel NGANDU (occupant du bateau et propriétaire présumé non enregistré) en date du 14 février, restés sans effet ;

VU l'arrêté portant transfert de propriété du bateau abandonné « INTERLUDE » au profit de Voies navigables de France pris en date du 1^{er} octobre 2021 et notifié en date du 29 novembre 2021 à Monsieur NGANDU Lionel, propriétaire présumé non enregistré au registre du greffe du tribunal du commerce de Paris ;

VU le courrier du 1^{er} juin 2022 du greffe du tribunal de commerce de Paris refusant d'opérer l'enregistrement de la mutation du bateau « INTERLUDE » au bénéfice de Voies Navigables de France et désignant Monsieur et Madame PELEMAN comme les derniers propriétaires enregistrés depuis 1983 ;

.../...

CONSIDERANT que bateau « INTERLUDE » immatriculé P 012047 F, appartenant à Monsieur et Madame PELEMAN domiciliés au 1158 Chemin du Halage à Douais (59500), stationne sans droit ni titre depuis le 1^{er} juin 2018 en rive gauche du canal de l'Aisne à la Marne, au niveau du PK 23,4870 au droit de la commune de Reims, département de la Marne (51) ;

CONSIDERANT que la gestion du domaine public fluvial considéré a été confiée à Voies Navigables de France en application de l'article D. 4314-1 du code des transports ;

CONSIDERANT que ce bateau est à l'état d'abandon, sans aucune surveillance, ni aucune mesure de manœuvre ou d'entretien n'a été effectuée dans le délai de six (6) mois impartis à compter du 13 février 2019, date de la constatation d'abandon ;

CONSIDERANT que les ventes successives du bateau respectivement à Monsieur ROBION Thomas, Monsieur KNERR Philippe, Monsieur NGANDU Lionel, Madame KIKETA LUDIONGO Flore n'ont jamais fait l'objet d'aucun enregistrement et que, inopposables aux tiers, elles n'ont induit de la part de ces propriétaires aucune mesure de manœuvre ou d'entretien de ce bateau depuis janvier 2020 ;

Qu'il y a donc lieu, dans un souci de bonne gestion du Domaine Public Fluvial, de procéder au transfert de propriété dudit bateau au profit de l'établissement Voies Navigables de France ;

Sur proposition du directeur territorial du Bassin de la Seine et Loire aval pour Voies Navigables de France,

ARRETE :

ARTICLE 1 :

Le bateau « INTERLUDE » immatriculé P 012047 F, dont les derniers propriétaires enregistrés sont Monsieur et Madame PELEMAN DUMEZ Dany domiciliés au 1158 Chemin du Halage à Douais (59500), stationnant sans droit ni titre depuis le 1^{er} juin 2018 en rive gauche du canal de l'Aisne à la Marne, au niveau du PK 23,4870 au droit de la commune de Reims, département de la Marne (51) est déclaré abandonné au sens de l'article L.1127-3 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques.

ARTICLE 2 :

La pleine propriété dudit bateau est transférée à titre gratuit à Voies Navigables de France.

ARTICLE 3 :

Le transfert de propriété sera effectif à compter de la publication du présent arrêté au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Marne.

ARTICLE 4 :

La direction territoriale du bassin de la Seine de Voies Navigables de France est chargée d'accomplir les formalités prévues aux articles L. 4111-1 et suivants du Code des Transports.

ARTICLE 5 :

A l'expiration d'un délai de deux mois à compter de la publication du présent arrêté, la direction territoriale du bassin de la Seine et Loire aval de Voies Navigables de France pourra procéder à la vente dudit bateau ou à sa destruction.

ARTICLE 6 :

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Châlons-en-Champagne, dans le délai de deux mois à compter de sa publication ou de sa notification. Ce délai est prorogé si un recours administratif (gracieux ou hiérarchique) est introduit dans ce même délai de deux mois à compter de sa publication ou de sa notification. Le tribunal administratif peut être saisi d'une requête déposée sur le site : www.telerecours.fr.

ARTICLE 7 :

Le secrétaire général de la préfecture et le directeur territorial du Bassin de la Seine et Loire aval pour Voies Navigables de France sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Marne.

Châlons-en-Champagne, le **28 OCT. 2022**

Pour le préfet et par délégation,
La sous-préfète, directrice de cabinet,
Secrétaire générale par suppléance,


Samira ALOUANE

Services déconcentrés

Services déconcentrés

DDT

27 OCT. 2022

N° 83-2022 - SEC

- Arrêté préfectoral appliquant les restrictions des usages de l'eau :**
- **au seuil d'alerte dans le bassin hydrogéologique « Craie de Champagne Nord » et dans les bassins hydrographiques : « Affluent Crayeux Marne et Aisne Aval », « Affluent Crayeux Aube et Seine » et « Petit Morin » ;**
 - **au seuil d'alerte renforcée dans le bassin hydrographique : « Blaise » ;**

Le Préfet de la Marne
Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'Ordre national du Mérite

Vu le Code de l'environnement et en particulier ses articles L.211-2, L.211-3, L.216-1 à L.216-10, R.211-66 à R.211-70 et R.216-9 ;

Vu le Code de la santé publique et en particulier ses articles L.1321-1, L.1324-5 et R.1321-1 à R.1321-63 ;

Vu le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux du bassin de la Seine et des cours d'eau côtiers normands et arrêtant le programme pluriannuel de mesures en vigueur ;

Vu l'arrêté N°IDF-2022-02-22-00008 d'orientation du 22 février 2022 pour la mise en œuvre coordonnée des mesures de limitation ou de suspension provisoire des usages de l'eau en période de sécheresse sur le bassin Seine-Normandie ;

Vu l'arrêté cadre n°12-2022-SEC du 23 février 2022 définissant les seuils et les restrictions des usages de l'eau provenant des nappes souterraines, des cours d'eau et de leurs nappes d'accompagnement, dans le département de la Marne en période de sécheresse ;

Vu la circulaire du ministre de l'écologie, du développement durable, des transports et du logement en date du 18 mai 2011 et relative aux mesures exceptionnelles de limitation ou de suspension des usages de l'eau en période de sécheresse ;

Vu le courrier du 23 juin 2020 de la Ministre en charge de la transition écologique et solidaire, relatif aux orientations à mettre en œuvre suite au retour d'expérience de la gestion de la sécheresse 2019 ;

Vu l'arrêté préfectoral n°47-2022-SEC du 27 juin 2022 ;

Vu l'arrêté préfectoral n°51-2022-SEC du 22 juillet 2022 ;

Vu l'arrêté préfectoral n°56-2022-SEC du 5 août 2022 ;

Vu l'arrêté préfectoral n°60-2022-SEC du 22 août 2022 ;

Vu l'arrêté préfectoral n°78-2022-SEC du 12 octobre 2022 ;

Vu le bulletin de suivi d'étiage de la DREAL Grand Est édité le 25 octobre 2022,

Considérant que le bassin hydrogéologique « Craie de Champagne Nord » et les bassins hydrologiques « Affluent Crayeux Marne et Aisne Aval », « Affluent Crayeux Aube et Seine » et « Petit Morin » sont au seuil d'alerte durant la semaine du 17 octobre au 23 octobre 2022 ;

Considérant que le bassin hydrologique « Blaise » est au seuil d'alerte renforcée durant la semaine du 17 octobre au 23 octobre 2022 ;

Considérant que le bassin hydrogéologique « Craie de Champagne Nord » correspond à la zone de restriction agricole n° 3 ;

Considérant que les bassins hydrographiques « Affluent Crayeux Marne et Aisne Aval », « Blaise », correspondent à la zone de restriction agricole n° 4 ;

Considérant que les cours d'eau et nappes « Affluent Crayeux Aube et Seine », « Petit Morin » correspondent à la zone de restriction agricole n°2 ;

Considérant que les rivières sur tous leurs linéaires et leur nappe d'accompagnement (bande de 100 m de part et d'autre des berges) des bassins hydrographiques « Affluent Crayeux Marne et Aisne Aval », « Blaise » correspondent à la zone de restriction agricole n° 2 ;

Considérant les résultats du suivi du réseau ONDE.

Sur proposition de Madame la Directrice départementale des territoires de la Marne par intérim.

ARRÊTE

ARTICLE 1 : OBJET DE L'ARRÊTÉ

Le présent arrêté a pour objet de faire appliquer les restrictions des usages de l'eau conformément à l'arrêté cadre n°12-2022-SEC du 23 février 2022 pour les bassins hydrogéologiques et hydrographiques en fonction de l'état de sécheresse indiqué ci-après :

Bassins	Arrêté n°1 du 27 juin 2022	Arrêté n°2 du 22 juillet 2022	Arrêté n°3 du 5 août 2022	Arrêté n°4 du 22 août 2022	Arrêté n°5 du 12 octobre 2022	Présent arrêté
Aube Corridor	/	/	/	/	/	/
Marne Corridor Perthois	/	/	/	/	/	/
Seine Corridor	/	/	/	/	/	/
Affluents crayeux Aube et Seine	/	Alerte		Alerte renforcée		Alerte
Affluents crayeux Marne et Aisne Aval	/	Alerte				
Aisne Amont	/	Alerte renforcée			Alerte	/
Aube Amont	/	Alerte		A. renforcée	/	/
Blaise	Alerte	Alerte renforcée				
Brie et Tardenois	/	Alerte renforcée			Alerte	/
Calcaires de Brie et de Champigny	/	/	/	/	/	/
Craie de Champagne Nord	Alerte					
Craie de Champagne Sud et Centre	/	/	/	/	/	/
Grand Morin	/	Alerte		Alerte renforcée		/
Petit Morin	/	Alerte		Alerte renforcée		Alerte
Saulx et Ornain	/	Alerte				/
Surmelin	/	/	Alerte renforcée		/	/

ARTICLE 2 : CHAMP D'APPLICATION DES RESTRICTIONS D'USAGES

Les mesures de restrictions présentées ne s'appliquent pas dans le cadre de la sécurité civile (lutte contre l'incendie en particulier) et des impératifs sanitaires, ainsi que pour les captages à usage sanitaire et alimentaire destinés à la consommation humaine ou animale.

En ce qui concerne les consommations des particuliers et des collectivités, les mesures de restriction ne s'appliquent pas si l'eau provient de réserves d'eaux pluviales ou d'un dispositif de recyclage.

Les dispositions du présent arrêté sont applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE), sous réserve des prescriptions particulières ou dérogatoires qui pourraient être imposées de manière spécifique à ces installations, au travers des arrêtés préfectoraux réglementant leurs activités.

ARTICLE 3 : RESTRICTIONS DES USAGES NON AGRICOLES

Les communes concernées sont listées en annexe 1.

Usages	Vigilance	Légende des usagers : P : Particulier, E : Entrepise, C : Collectivité		
		Alerte	Alerte renforcée	Crise
Arrosage des pelouses, massifs fleuris		Interdit entre 11h et 18h	Interdiction	X X X
Arrosage des jardins potagers		Interdit entre 11h et 18h	Interdit de 8h à 22h	X X X
Arrosage des espaces verts	Sensibiliser le grand public et les collectivité aux règles de bon usage d'économie d'eau.	Interdiction sauf plantations (arbres et arbustes plantés en pleine terre depuis moins de 1 an avec restriction d'horaire)	Interdiction	X X
Remplissage et vidange de piscines privées (plus d'1m ³)		Interdiction de remplissage sauf remise à niveau et premier remplissage si le chantier avait débuté avant les premières restrictions	Interdiction	X
Remplissage et vidange de piscines ouvertes au public		Renouvellement, remplissage et vidange soumis à autorisation auprès de l'ARS		X X
Alimentation en eau potable des populations		Pas de limitation sauf arrêté municipal spécifique		X X X
Lavage de véhicules par des professionnels		Interdiction sauf avec du matériel haute pression et avec un système équipé d'un système de recyclage de l'eau	Interdiction sauf impératif sanitaire	X X X
Lavage de véhicules chez les particuliers		Interdit à titre privé à domicile		
Nettoyage des façades, toitures, trottoirs et autres surfaces imperméabilisées	Sensibiliser le grand public et les collectivité aux règles de bon usage d'économie d'eau.	Interdit sauf si réalisé par une collectivité ou une entreprise de nettoyage professionnel	Interdit sauf impératif sanitaire ou sécuritaire, et réalisé par une collectivité ou une entreprise de nettoyage professionnel	X X X
Alimentation des fontaines publiques et privées d'ornement		L'alimentation des fontaines publiques et privées en circuit ouvert est interdite, dans la mesure où cela est techniquement possible		X X
Arrosage des terrains de		Interdit entre 11h et 18h	Interdiction (sauf arrosage de manière ré-	X X

sport	Arrosage des golfs (conformément à l'accord cadre golf et environnement 2019-2024)	Interdiction d'arroser les terrains de golf de 8h à 20h de façon à diminuer la consommation d'eau sur le volume hebdomadaire de 15 à 30 % Un registre de prélèvement devra être rempli hebdomadairement pour l'irrigation	Réduction des volumes d'eau moins 60 % par une interdiction d'arroser les fairways 7j/7 Interdiction d'arroser les terrains de golf à l'exception des « greens et départs ».	Interdiction d'arroser les golfs.	X	X	duite au maximum pour les terrains d'entraînement ou de compétition à enjeu national ou international, sauf en cas de pénurie en eau potable)
	Installations de production d'électricité d'origine nucléaire, hydraulique, et thermique à flamme, visées dans le Code de l'énergie, qui garantissent, dans le respect de l'intérêt général, l'approvisionnement en électricité sur l'ensemble du territoire national	Sensibiliser les industriels aux règles de bon usage d'économie d'eau.	<ul style="list-style-type: none"> -- Pour les centres nucléaires de production d'électricité, modification temporaire des modalités de prélèvement et de consommation d'eau, de rejet dans l'environnement, et/ou limites de rejet dans l'environnement des effluents liquides en cas de situation exceptionnelle par décisions de l'Autorité de sûreté nucléaire (appelées décision « Modalités » et décision « Limites ») homologuées par le Ministère chargé de l'environnement ; -- Pour les installations thermiques à flamme, les prélèvements d'eau liés au refroidissement, aux eaux de process ou aux opérations de maintenance restent autorisées, sauf si dispositions spécifiques prises par arrêté préfectoral ; -- Pour les installations hydroélectriques, les manœuvres d'ouvrages nécessaires à l'équilibre de réseau électrique ou à la délivrance d'eau pour le compte d'autres usagers ou des milieux aquatiques sont autorisées. Le préfet peut imposer des dispositions spécifiques pour la protection de la biodiversité, dès lors qu'elles n'interfèrent pas avec l'équilibre du système électrique et la garantie de l'approvisionnement en électricité. Ne sont dans tous les cas pas concernées les usines de pointe ou en tête de vallée présentant un enjeu de sécurisation du réseau électrique national dont la liste est fournie à l'article R 214-111-3 du Code de l'environnement. 				
Remplissage/vidange des plans d'eau	Sensibiliser le grand public et les collectiv-	Sauf pour les usages commerciaux sous autorisation du service de police de l'eau concerné	Interdiction		X	X	X

Prélèvement en canaux	tés aux règles de bon usage d'économie d'eau	Les prélèvements effectués pour l'alimentation des canaux sont réduits. Les débits de réserves doivent être respectés, notamment par l'arrêt des prélèvements si nécessaire. Les micro-centrales doivent être arrêtées dès que le débit réservé n'est plus respecté.	X	X	X
Navigation fluviale	Sensibiliser le grand public et les collectivité aux règles de bon usage d'économie d'eau	Privilégier le regroupement des bateaux pour le passage des écluses. Restrictions d'enfoncement sur les biefs navigués. Respect des débits réservés.	Privilégier le regroupement des bateaux pour le passage des écluses. Restrictions d'enfoncement sur les biefs navigués. Respect des débits réservés. Arrêt de la navigation si nécessaire.		X
Travaux en cours d'eau		Limitation au maximum des risques de perturbation des milieux aquatiques	Report des travaux sauf : - situation d'assec total ; - pour des raisons de sécurité ; - dans le cas d'une restauration, renaturation du cours d'eau ; - déclaration au service de police de l'eau de la DDT.	X	X
Rejets		La surveillance des rejets des systèmes d'assainissement est accrue. Indépendamment de l'autosurveillance réglementaire prescrite par l'arrêté ministériel du 21 juillet 2015 relatif aux systèmes d'assainissement collectif susvisé, les exploitants augmentent leur vigilance sur leurs rejets en cours d'eau (y compris ceux de déversoirs d'orage), notamment en augmentant la fréquence des autocontrôles et en examinant le milieu récepteur. Ils interviennent sans délai en cas de dysfonctionnement ; Les rejets des industries peuvent faire l'objet de limitations, voire de suppression		X	X
Actions influençant le régime hydraulique		Tous les exploitants de barrages installés sur un cours d'eau ou ses canaux de dérivation doivent informer le service chargé de la police de l'eau avant toute manœuvre ayant une influence sur la ligne d'eau ou le débit du cours d'eau ;		X	

Pour les ICPE, les restrictions à mettre en place dépendent de l'usage de l'eau sur site :

- Pour les usages non liés au process industriel, notamment l'arrosage des espaces verts, le lavage des véhicules, voiries et bâtiments ne répondant pas à des exigences sanitaires, les mêmes limitations que celles mentionnées à l'article 3 s'appliquent.
- Pour les usages directement liés au process industriel, l'exploitant établit un « plan d'actions sécheresse ». Ce dernier définit, pour chaque poste, les besoins du site en situation normale et les besoins critiques pour le fonctionnement des installations. Ce plan présente également les mesures organisationnelles et techniques graduelles mises en place pour réduire/optimiser les prélèvements et rejets en période d'alerte, d'alerte renforcée et de crise.
- Les rejets des industries peuvent faire l'objet de limitations, voire de suppression.

ARTICLE 4 : RESTRICTIONS DES USAGES AGRICOLES

Les zones concernées par le présent arrêté pour les restrictions des usages agricoles sont celles listées dans le tableau suivant, et pour lesquelles un taux de réfaction des quotas d'irrigation est indiqué :

Dans les zones concernées par plusieurs arrêtés successifs, pour un même niveau de gravité, la réfaction de quota initial n'est à appliquer qu'une seule fois.

Pour les zones dont le niveau de gravité s'améliore, aucune nouvelle réfaction de quota n'est à appliquer.

Bassins impactés	Zone	Arrêté n°1 du 27 juin 2022	Arrêté n°2 du 22 juillet 2022	Arrêté n°3 du 5 août 2022	Arrêté n°4 du 22 août 2022	Arrêté n°5 du 12 octobre 2022	Présent arrêté
Aube Corridor	1	/	/	/	/	/	/
Marne Corridor Perthois	1	/	/	/	/	/	/
Seine Corridor	1	/	/	/	/	/	/
Affluents crayeux Aube et Seine (Maurienne, Pleurre, Puits, Ruisseau des Auges, Rû du Choisel, Superbe et Vaure)	2	/	-30 %		-50 %		-30 %
Affluents crayeux Marne et Aisne Aval, dont rivières :	4	/			-10 %		
Ain, Auve, Coole, Erpine, Fion, Moivre, Noblette, Pisseleu, Py, Suippe, Soude, Somme-Soude, Somme, Vesle et Yèvre	2	/			-30 %		
Aisne Amont, dont rivières :	4	/		-20 %		-10 %	/
Aisne, Ante, Bionne, Tourbe et Biesme	2	/		-50 %		-30 %	/
Aube Amont	4	/	-10 %		-20 %	/	/
La Blaise, dont :	4	-10 %			-20 %		
La Blaise (rivière)	2	-30 %			-50 %		
Brie et Tardenois, dont rivières :	4	/		-20 %		-10 %	/
Ardre et Cubry	2	/		-50 %		-30 %	/
Calcaire de Brie et Champigny	3	/	/	/	/	/	/
Craie de Champagne Nord	3				-5,00 %		
Craie de Champagne Sud et Centre	3	/	/	/	/	/	/
Le Grand Morin	2	/	-30 %		-50 %		/
Le Petit Morin	2	/	-30 %		-50 %		-30 %
Saulx et Ornain, dont rivières :	4	/			-10 %		/
Bruxenelle, Chée, Saulx et Ornain	2	/			-30 %		/
Le Surmelin	2	/	/	-50 %		/	/

Ces pourcentages de réfaction s'appliquent sur les volumes restant à prélever à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté. Ces mesures de restriction ne s'appliquent pas aux cultures sous serres, au maraîchage et à l'horticulture, à la culture du gazon en plaque, aux pépinières, aux vergers, ainsi qu'aux éventuelles expérimentations agronomiques.

ARTICLE 5 : SANCTIONS

Tout contrevenant aux dispositions du présent arrêté s'expose à la peine d'amende prévue à l'article R.216- 9 du Code de l'Environnement (contravention de 5^{ème} classe : maximum 1 500 € d'amende).

Cette sanction peut être accompagnée d'une mise en demeure de respecter le présent arrêté en application de l'article L.216-1 du Code de l'Environnement. Le non-respect d'une mesure de mise en demeure expose le contrevenant à la suspension provisoire de son autorisation de prélèvement et constitue un délit prévu et réprimé par l'article L.173-2 du code précité.

Il ne doit pas être fait obstacle à l'exercice des missions de contrôle confiées aux agents assermentés.

ARTICLE 6 : PÉRIODE D'APPLICATION DES MESURES

Cet arrêté applicatif est en vigueur jusqu'à publication d'un nouvel arrêté modifiant les restrictions d'usage dans ces bassins ou, à défaut, jusqu'au 15 novembre 2022.

Les mesures commencent à s'appliquer au bout de 2 jours francs et ouvrables après la date de signature du présent arrêté.

ARTICLE 7 : PUBLICATION

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et sur le site internet des services de l'État. Il est adressé aux maires de toutes les communes concernées pour affichage dès réception en mairie.

Le présent arrêté est également communiqué pour information :

- aux membres du comité départemental de la ressource en eau ;
- au préfet coordonnateur de bassin Seine-Normandie ;
- à la Direction de l'Eau et la Biodiversité du ministère en charge de l'environnement ;
- à la Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement du Grand Est.

ARTICLE 8 : DROITS DES TIERS

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

ARTICLE 9 : EXÉCUTION

- le Secrétaire général de la Préfecture ;
 - la Sous-préfète de l'arrondissement d'Épernay ;
 - les Sous-préfets des arrondissements de Reims et de Vitry-le-François ;
 - la Directrice départementale des territoires de la Marne par intérim ;
 - le Directeur départemental des territoires de la Haute-Marne ;
 - la Directrice régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France ;
 - le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement du Grand Est ;
 - la Directrice régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt du Grand Est ;
 - le Commandant du groupement de Gendarmerie de la Marne ;
 - les Maires des communes concernées ;
 - Le Chef de service départemental de la Marne de l'Office français de la biodiversité ;
- sont chargés, chacun en ce qui le concerne, d'assurer l'exécution du présent arrêté.

Le Préfet de la Marne,



Henri PREVOST

Voies et délais de recours

Dans le délai de 2 mois à compter de la publication du présent arrêté peut être introduit :

- soit un recours gracieux, adressé à monsieur le Préfet de la Marne -1, rue de Jessaint - CS 50431 - 51036 CHALONS-EN-CHAMPAGNE ;

- soit un recours hiérarchique adressé à monsieur le Ministre de la transition écologique et de la cohésion des territoires - 246 Boulevard Saint Germain – 75007 Paris ;

- soit un recours contentieux en saisissant le tribunal administratif de Châlons-en-Champagne – 25, rue du Lycée – 51036 Châlons-en-Champagne Cedex ou par le biais du site de téléprocédure www.telerecours.fr.

ANNEXE 1 : LISTE DES COMMUNES CONCERNÉES PAR LES RESTRICTIONS DES USAGES NON AGRICOLES

Bassin hydrogéologique :

CRAIE DE CHAMPAGNE NORD : *ALERTE*

Argers	Dommartin-Dampierre	Mourmelon-le-Petit	Selles
Aubérive	Dommartin-sous-Hans	Muizon	Sept-Saulx
Auménancourt	Dommartin-Varimont	Nogent-l'Abbesse	Sillery
Auve	Dontrien	Noirlieu	Sivry-Ante
Baconnes	Élise-Daucourt	Ormes	Somme-Bionne
Bazancourt	Épense	Poix	Somme-Suippe
Beaumont-sur-Vesle	Époye	Pomacle	Somme-Tourbe
Beine-Nauroy	Fontaine-en-Dormois	Pontfaverger-Moronvilliers	Somme-Vesle
Berméricourt	Gizaucourt	Possesse	Sommepy-Tahure
Berru	Gratreuil	Prosnes	Souain-Perthes-lès-Hurlus
Bétheniville	Gueux	Prouilly	Suippes
Bétheny	Hans	Prunay	Taissy
Bezannes	Herpont	Puisieux	Thil
Boult-sur-Suippe	Heutréguville	Rapsécourt	Thillois
Bourgogne-Fresne	Isles-sur-Suippe	Reims	Tilloy-et-Bellay
Bouy	Jonchery-sur-Suippe	Remicourt	Tinqueux
Braux-Saint-Remy	Jonchery-sur-Vesle	Rilly-la-Montagne	Trigny
Braux-Sainte-Cohière	L'Épine	Rouvroy-Ripont	Trois-Puits
Brimont	La Chapelle-Felcourt	Sacy	Vadenay
Bussy-le-Château	La Cheppe	Saint-Brice-Courcelles	Val-de-Vesle
Bussy-le-Repos	La Croix-en-Champagne	Saint-Étienne-au-Temple	Valmy
Caurel	Laval-sur-Tourbe	Saint-Étienne-sur-Suippe	Vanault-le-Châtel
Cauroy-lès-Hermonville	Lavannes	Saint-Hilaire-au-Temple	Vanault-les-Dames
Cemay-lès-Reims	Les Mesneux	Saint-Hilaire-le-Grand	Vaudescourt
Châlons-sur-Vesle	Les Petites-Loges	Saint-Hilaire-le-Petit	Vemancourt
Champfleury	Livry-Louvercy	Saint-Jean-devant-Possesse	Verzenay
Champigny	Loivre	Saint-Jean-sur-Tourbe	Verzy
Chaufontaine	Ludes	Saint-Léonard	Villers-aux-Noëuds
Contault	Maffrécourt	Saint-Mard-sur-Auve	Villers-Franqueux
Cornicy	Mailly-Champagne	Saint-Mard-sur-le-Mont	Villers-Mamery
Cormontreuil	Massiges	Saint-Martin-l'Heureux	Virginy
Courcy	Merfy	Saint-Masmes	Voilemont
Courtémont	Minaucourt-le-Mesnil-lès-Hurlus	Saint-Remy-sur-Bussy	Vrigny
Courtisols	Montbré	Saint-Souplet-sur-Py	Wargemoulin-Hurlus
Cuperly	Mourmelon-le-Grand	Saint-Thierry	Warmeriville
Dampierre-au-Temple		Sainte-Marie-à-Py	Witry-lès-Reims

Bassin hydrologique :

AFFLUENT CRAYEUX AUBE ET SEINE :ALERTE

Aucune commune n'est concernée par les restrictions d'eau pour les usages non agricoles.

PETIT MORIN : ALERTE

Bannay	Loisy-en-Brie
Bannes	Mécringes
Baye	Mondement-Montgivroux
Beunay	Montmirail
Bergères-sous-Montmirail	Oyes
Boissy-le-Repos	Pierre-Morains
Broussy-le-Grand	Reuves
Broussy-le-Petit	Rieux
Coizard-Joches	Soizy-aux-Bois
Congy	Soulières
Corfélix	Talus-Saint-Prix
Courjeonnet	Val-des-Marais
Étréchy	Vauchamps
Fèrebrianges	Vert-Toulon
Givry-lès-Loisy	Villevenard
Le Thoult-Trosnay	

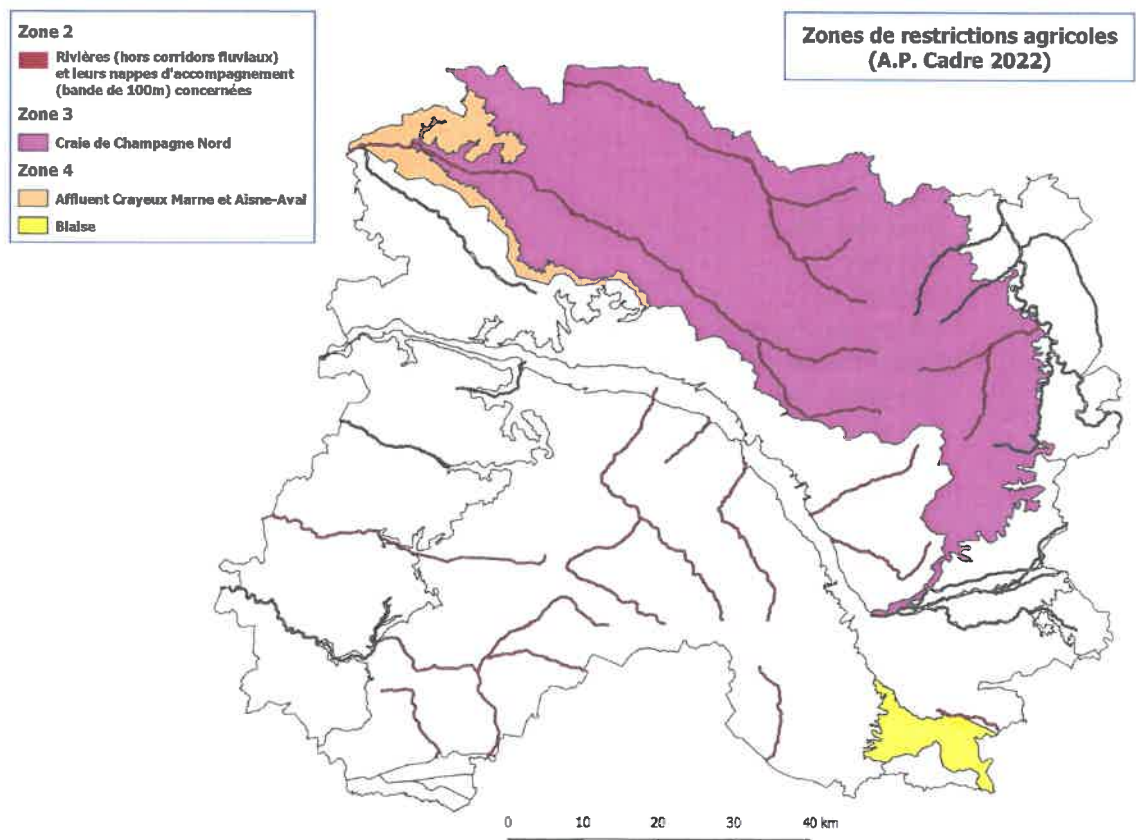
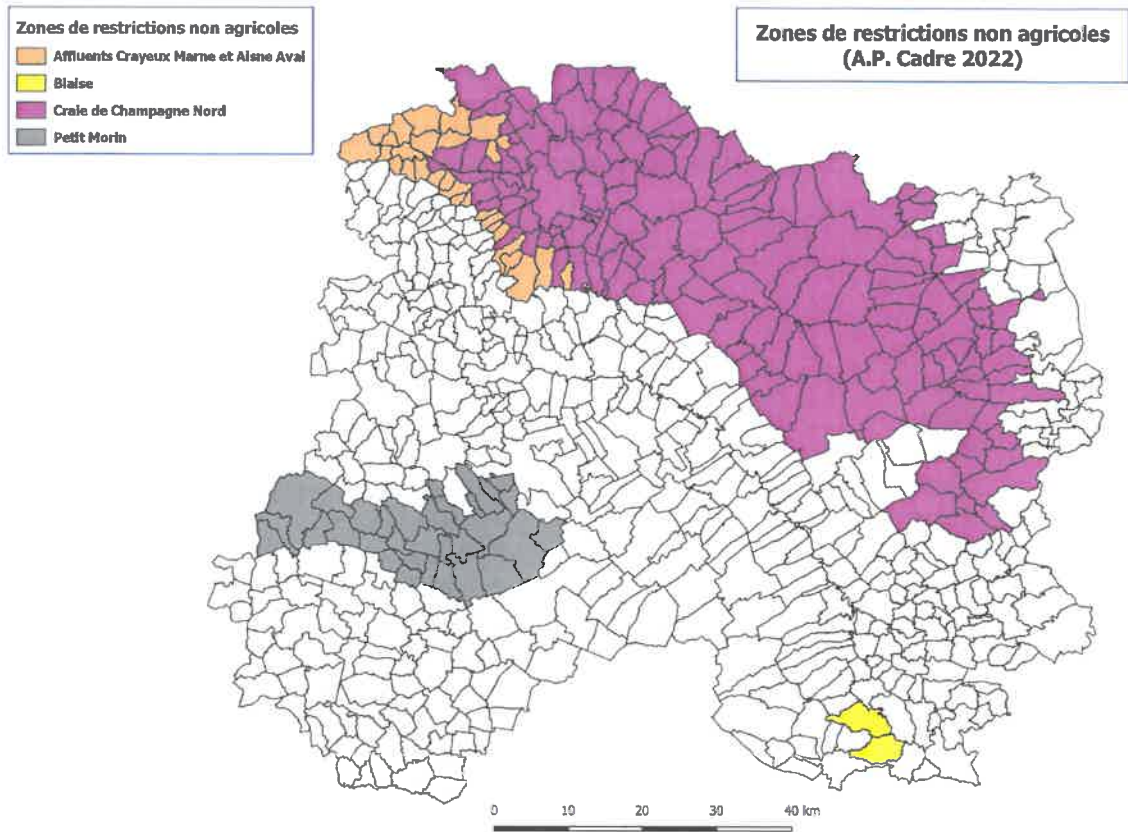
AFFLUENTS CRAYEUX MARNE ET AISNE AVAL : ALERTE

Baslieux-lès-Fismes	Janvry
Bouvancourt	Jouy-lès-Reims
Branscourt	Magneux
Breuil-sur-Vesle	Montigny-sur-Vesle
Chamery	Pargny-lès-Reims
Chenay	Pévy
Chigny-les-Roses	Pouillon
Coulommes-la-Montagne	Romain
Courcelles-Sapicourt	Rosnay
Courlondon	Sermiers
Écueil	Unchair
Fismes	Vandeuil
Germigny	Ventelay
Hermonville	Ville-Dommange
Hourges	Villers-Allerand

BLAISE : ALERTE RENFORCEE

Gigny-Bussy
Drosnay

ANNEXE 2 :



**Arrêté préfectoral
portant autorisation de l'instauration de la procédure d'autorisation préalable du
changement d'usage des locaux destinés à l'habitation à BOURGOGNE-FRESNE
(51110)**

**Le Préfet de la Marne
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite**

Vu le code de la Construction et de l'Habitation, notamment ses articles L. 631-7 à L. 631-9,

Vu la demande du maire de BOURGOGNE-FRESNE par lettre en date du 4 octobre 2022 et sa proposition que les dispositions de l'article L. 631-7 du code de la Construction et de l'Habitation soient rendues applicables à cette commune,

Considérant la non-appartenance de la commune de BOURGOGNE-FRESNE à une zone d'urbanisation continue de plus de 50 000 habitants définie à l'article 232 du code général des impôts,

Considérant le développement, dans cette commune, de locations saisonnières de logements pour des séjours de courte durée, conduisant à renforcer la tension entre l'offre et la demande de logements,

Arrête :

Article 1er :

Les dispositions de l'article L. 631-7 du code de la construction et de l'habitation relatives à l'autorisation préalable du changement d'usage des locaux destinés à l'habitation sont rendues applicables à la commune de BOURGOGNE-FRESNE.

Article 2:

Le secrétaire général de la préfecture de la Marne et la directrice départementale des territoires de la Marne sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de l'État de la préfecture de la Marne.

Fait à Châlons-en-Champagne, le **28 OCT. 2022**

Le Préfet



Henri PREVOST

Délais et voies de recours :

Conformément à l'article R. 421-1 du code de justice administrative, la présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux, dans le délai de deux mois à compter de sa notification, devant le tribunal administratif de Châlons-en-Champagne. Elle peut également faire l'objet d'un recours gracieux auprès de monsieur le Préfet de la Marne. Cette démarche interrompt le délai de recours contentieux, ce dernier devant être introduit dans le délai de deux mois suivant une décision implicite ou explicite de l'autorité compétente (le silence de l'administration pendant un délai de deux mois valant décision implicite de rejet).

Services déconcentrés

DDETSPP

ARRÊTÉ

Portant renouvellement des membres de la commission départementale de lutte contre la prostitution,
le proxénétisme et la traite des êtres humains aux fins d'exploitation sexuelle



LE PREFET DE LA MARNE
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu le code de l'action sociale et des familles, notamment ses articles L. 121-9 et R. 121-12-7 ;

Vu le décret n° 2010-146 du 16 février 2010 modifiant le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

Vu le décret n° 2015-510 du 7 mai 2015 portant charte de la déconcentration ;

Vu le décret du 16 mars 2022 du Président de la République nommant Monsieur Henri PREVOST préfet de la Marne ;

Vu le décret n° 2016-1467 du 28 octobre 2016 relatif au parcours de sortie de la prostitution et d'insertion sociale et professionnelle et à l'agrément des associations participant à son élaboration et à sa mise en œuvre ;

Vu la circulaire n° DGCS/B2/2017/18 du 31 janvier 2017 relative à la mise en œuvre du parcours de sortie de la prostitution et d'insertion sociale et professionnelle ;

ARRÊTE

Article 1^{er} - Renouvellement :

La commission départementale de lutte contre la prostitution, le proxénétisme et la traite des êtres humains aux fins d'exploitation sexuelle dans le département de la Marne est renouvelée.

Article 2 - Composition :

La commission départementale est composée comme suit :

Membres de droit :

- le Préfet ou son représentant, Président ;
- le Directeur départemental de la sécurité publique ou son représentant ;
- le Commandant du groupement départemental ou son représentant ;
- le Directeur interrégional de la police judiciaire ou son représentant ;
- la Directrice départementale de l'emploi, du travail, des solidarités et de la protection des populations ou

son représentant compétent en matière de politiques de cohésion sociale, d'insertion sociale, d'accès et de maintien dans le logement, d'insertion professionnelle et du travail ;

- la Cheffe du service de la préfecture chargé des étrangers ou son représentant ;
- le Directeur académique des services de l'éducation nationale ou son représentant.

Membres nommés pour une durée de trois ans renouvelable :

- Monsieur Hubert Barre, Juge des enfants au tribunal judiciaire de Châlons-en-Champagne ;
- Monsieur le Docteur Jacques Lorentz représentant le Conseil Départemental de l'Ordre des Médecins ;
- Madame Frédérique Schulthess représentant Monsieur le Président du Conseil Départemental ;
- Monsieur Philippe Wattier représentant Monsieur le Maire de Reims ;
- Madame Katia Beaujard représentant Madame la Présidente de la Communauté Urbaine Grand Reims ;
- Madame Elisa Schajer représentant Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Châlons-en-Champagne ;
- Monsieur Jean-Louis Devaux, représentant Monsieur le Maire de Châlons-en-Champagne ;
- Monsieur le Président de l'association de services d'aide aux victimes, le Mars ou son représentant ;
- Monsieur le Président du Centre d'Information sur les Droits des Femmes et des Familles (CIDFF) de la Marne ou son représentant ;
- Monsieur le Président du dispositif national AC.SÉ ou son représentant ;

Monsieur Pascal Melin, représentant l'association SOS Hépatites-Champagne Ardenne, agréé le 02 février 2018 par arrêté n° 2018-73 du préfet des Ardennes, lieu d'implantation du siège de l'association.

Le représentant de l'association agréée ne peut siéger lorsque la commission statue sur la situation individuelle d'une personne ayant fait l'objet par elle d'une instruction prévue au 2^e alinéa de l'article R. 121-12.9 relatif au renouvellement du parcours.

Article 3 - Rôle :

La commission départementale élabore et met en œuvre les orientations stratégiques en matière de prévention et de lutte contre la prostitution, le proxénétisme et la traite des êtres humains. Elle met notamment en place une action coordonnée d'actions en faveur des victimes de prostitution et d'exploitation sexuelle. A ce titre, elle se réunit au moins une fois par an pour faire le bilan de cette politique et déterminer les priorités d'action.

La commission départementale a également pour mission de rendre un avis sur les demandes d'engagement dans un parcours de sortie de la prostitution et d'insertion sociale et professionnelle transmises par l'association agréée à cet effet, ainsi que les demandes de renouvellement. Elle se réunit autant que de besoin pour l'examen des dossiers individuels.

Article 4 - Fonctionnement :

Le code des relations entre le public et l'administration, notamment ses articles R. 133-3 à R.133-15, définit les règles de fonctionnement de la commission.

Article 5 – Abrogation :

L'arrêté préfectoral du 29 octobre 2021, portant modification de l'arrêté préfectoral de la commission départementale de lutte contre la prostitution, le proxénétisme et la traite des êtres humains aux fins d'exploitation sexuelle du 23 mars 2018, est abrogé.

Article 6 - Exécution :

Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Marne.

Fait à Châlons-en-Champagne, le **19 OCT. 2022**

Le Préfet de la Marne



Henri PREVOST



*Le Préfet de la Marne
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite*

VU le code de la construction et de l'habitation et notamment ses articles L365-1 et R365-3 à 8,

VU le décret du 16 mars 2022 du Président de la République nommant M. Henri PREVOST Préfet du département de la Marne,

VU le décret n° 2009-1684 du 30 décembre 2009 relatif aux agréments des organismes exerçant des activités en faveur du logement et de l'hébergement des personnes défavorisées,

VU la circulaire du 6 septembre 2010 relative aux agréments des organismes agissant en faveur du logement et de l'hébergement des personnes défavorisées,

VU la demande d'agrément au titre de l'intermédiation locative et de la gestion locative sociale déposée par la directrice du pôle « habitat et intégration dans la cité » de l'association « PAILLONS BLANCS EN CHAMPAGNE » le 16 septembre 2022, auprès du Préfet de la Marne,

CONSIDÉRANT la capacité de l'association « PAILLONS BLANCS EN CHAMPAGNE » dont le siège social est fixé 3, rue des Collinettes 51530 MARDEUIL à exercer l'activité, objet du présent agrément, compte tenu de ses statuts, de ses compétences et des moyens dont elle dispose dans le département de la Marne,

SUR proposition de la directrice départementale de l'emploi, du travail, des solidarités et de la protection des populations,

ARRÊTE

Article 1

L'agrément au titre de l'intermédiation locative et de la gestion locative sociale prévu au 3ème alinéa de l'article R365-1 du code de la construction et de l'habitation est accordé à l'association « PAILLONS BLANCS EN CHAMPAGNE », pour l'activité suivante :

- la location de logements en vue de leur sous-location auprès d'un organisme agréé pour son activité de maîtrise d'ouvrage ou d'un organisme HLM,

Article 2

L'association « PAILLONS BLANCS EN CHAMPAGNE » est agréée pour l'exercice de l'activité mentionnée à l'article 1 dans le département de la Marne.

Article 3

Cet agrément est délivré pour une durée de 5 ans renouvelable.

Article 4

L'association « PAILLONS BLANCS EN CHAMPAGNE » est tenue d'adresser annuellement au Préfet de la Marne un compte-rendu de l'activité, objet du présent agrément, ainsi que ses comptes financiers, conformément à l'article R365-7 du code de la construction et de l'habitation. Elle doit également lui notifier toute modification statutaire.

Le Préfet peut à tout moment contrôler les conditions d'exercice de l'activité de l'organisme.

Article 5

Le présent agrément peut être retiré à tout moment par le Préfet de la Marne, si les conditions de délivrance de l'agrément ne sont plus satisfaites ou s'il est constaté un manquement grave et répété aux obligations de l'organisme. Ce retrait ne pourra être prononcé qu'après avoir mis les dirigeants de l'organisme en mesure de présenter leurs observations

Article 6

Le secrétaire général de la préfecture et la directrice départementale de l'emploi, du travail, des solidarités et de la protection des populations, sont en charge, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au recueil des actes administratifs de la Marne.

Châlons-en-Champagne, le

28 OCT. 2022

le Préfet de la Marne



Henri PREVOST

Divers

Divers

**Direction Départementale des Finances
Publiques de la Marne**



**DIRECTION DÉPARTEMENTALE DES FINANCES
PUBLIQUES DE LA MARNE**
Division Stratégie, Ressources Humaines et
Communication
12 rue Sainte Marguerite
51022 CHÂLONS EN CHAMPAGNE CEDEX
✉ ddfip51.ppr.controledigestion@dgfip.finances.gouv.fr

Arrêté portant délégation de signature

L'administrateur général des finances publiques, directeur départemental des finances publiques de la Marne,

Vu le code général des impôts, et notamment l'article 408 de son annexe II et les articles 212 à 217 de son annexe IV ;

Vu le livre des procédures fiscales, et notamment les articles L. 247 et R* 247-4 et suivants ;

Vu le décret n° 2014-1564 du 22 décembre 2014 modifiant le décret n° 2009-707 du 16 juin 2009 relatif aux services déconcentrés de la direction générale des finances publiques ;

Vu le décret n° 2009-707 du 16 juin 2009 modifié relatif aux services déconcentrés de la direction générale des finances publiques ;

Arrête :

Article 1^{er}

Délégation de signature est donnée aux inspecteurs des finances publiques désignés ci-après, exerçant la fonction de rédacteur à la division contrôle, expertise et recouvrement :

- **Mme Muriel COLINART**
- **Mme Catherine MASSONS**
- **Mme Sylvie DERUELLE**
- **M. François BOURHIS**
- **M. Jean-Rémy HERBIN**
- **Mme Sylvie SOISSON**
- **Mme Delphine THOMASSIN**
- **Mme Amanda KHEZZAR**
- **M. Thierry SAUZE**
- **M. Joël GNAHORE-BIAGNE**

à l'effet de signer :

1° en matière de contentieux fiscal d'assiette, les décisions d'admission totale, d'admission partielle ou de rejet, de dégrèvement ou restitution d'office, autres que les remboursements de crédit de TVA, dans la limite de 60 000 €;

- **Mme Catherine MASSONS**
- **Mme Sylvie DERUELLE**
- **M. François BOURHIS**

à l'effet de signer :

1°bis en matière de contentieux fiscal d'assiette, les décisions d'admission totale, d'admission partielle ou de rejet, de dégrèvement ou restitution d'office, autres que les remboursements de crédit de TVA, dans la limite de 80 000 €;

Pour tous,

à l'effet de signer :

2° en matière de contentieux fiscal d'assiette, les décisions d'admission totale, d'admission partielle ou de rejet, de dégrèvement ou restitution d'office, pour les remboursements de crédit de TVA, dans la limite de 100 000 €;

3° en matière de gracieux fiscal, les décisions portant remise, modération, transaction ou rejet, dans la limite de 60 000 €.

4° les documents nécessaires à l'exécution comptable des décisions contentieuses et gracieuses, sans limitation de montant ;

Article 2

Le présent arrêté annule l'arrêté du 1^{er} septembre 2022 et prend effet au 27 octobre 2022

Article 3

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs du département de la Marne.

Fait à Châlons-en-Champagne, le 27 octobre 2022

L'administrateur général des finances publiques,
Directeur départemental des finances publiques
de la Marne,



Laurent FOURQUET